



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 27 FÉVRIER 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
85	80	77

Objet de la délibération:
**Médiation sociale intercommunale -
Demande de subventions**

L'an deux mille quatorze le vingt sept février à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, 1^{ER} Adjoint au Maire de Draguignan, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, CHILINI Bernard, VACHALD Sabine, BOYER Liliane, BLANC Pierre, BARRE Françoise, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, VIGNAL Patrick, ROUVIER Georges, SANTONI Jean-Daniel, PARLANTI Alain, PIERRUGUES Géraud, COLOMBANI Anne-Marie, ALRIC Max, ANTONA Dominique, AUGUIN Jutta, CARLETTI Jean-Louis, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Pierre-Yves, DAHOT Marie-Paule, DEMONT Dominique, GELER Abel, GEORGES Fabien, GIBOIN Claude, GIUNCHIGLIA Audrey, GODANO Jacques, GONZALES Nathalie, LEGRAIEN Françoise, MARTIN Hugues, MARTINEZ Encarnacion, MICHEL Jacques, MIGLIOLI Jean-Bernard, PELASSY Michèle, PERON Pascal, PESCE Thierry, POINSIGNON Béatrice, RABEL Max, ROUX Régis, ROSSIGNOL Hubert, SUSINI André, TUMMINO Gilles, VARO Guy, VENTURINI Achille, VIGNAL Renée, VIGREUX Alain, POSSENTI GUY, GRIMALDI Christian, FANELLI Nicole, MOMBAZET Jean-Pierre, COLOMBANI Jean-Marie, BALDECCHI Serge, HUSSER Josaine, HERMET Daniel

REPRESENTES

Xavier GUERRINI pouvoir à Georges ROUVIER, Andrée AILLAUD pouvoir à Liliane BOYER, Nadine BRONNER pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Louis DALBERA pouvoir à Max CARZOLI, Danielle DESPREZ pouvoir à Dominique DEMONT, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Mireille KRUPA pouvoir à Françoise BARRE, Jean-Luc MANCHIA pouvoir à Jean-Louis CARLETTI, Jean-Marc MILESI pouvoir à Gilbert GALLIANO, Patricia MIRA pouvoir à Pierre BLANC, Jean PEIRON pouvoir à Jean-Bernard MIGLIOLI, Max PISELLI pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphane PLOUARD pouvoir à Béatrice POINSIGNON, Edouard SAUTTER pouvoir à Jacques LECOINTE, Sylvain SENES pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Bernard UGHETTO pouvoir à Bernard CHILINI, Béatrice BUKALA-MERCIER pouvoir à Claude GIBOIN, Evelyne BECQUET pouvoir à GUY POSSENTI

ABSENTS :

ARNEODO Jean-Louis, GERMAN Sylvia, JAHAN Béatrice

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Audrey GIUNCHIGLIA

Transmis le 12/3/2014

RAPPORTEUR : Monsieur Jean-Daniel SANTONI

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 18 Mars 2014

L'équipe de médiation sociale veillera, dans les lieux d'intervention précités, à :

- améliorer les rapports et réguler les conflits entre les usagers de la gare, du réseau des transports publics, des espaces publics,
- améliorer les rapports entre les administrés et les agents du service public (conducteurs de bus, personnel d'entretien, etc.),
- réguler les tensions par une intervention directe favorisant le dialogue,
- contribuer au bon déroulement des relations dans l'espace public par la diffusion et l'explicitation de la réglementation en vigueur (exemple : règlement général d'un parc public),
- informer la CAD et/ou les communes de tous dysfonctionnements par les notes d'ambiance ou par téléphone selon le degré d'urgence,
- orienter et accompagner les publics fréquentant les espaces publics,
- aller vers, créer un lien et orienter le cas échéant les publics qui semblent en difficultés,
- assurer un lien social et la tranquillité publique lors des événements festifs sur l'espace public.

Les médiateurs ont une tenue vestimentaire permettant une identification immédiate dans l'espace public. L'équipe est composée de trois binômes de médiateurs sociaux à temps plein et d'un chef d'équipe à mi-temps.

Pour l'année 2014, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a recours à un opérateur externe, par marché public, pour la mise en oeuvre de l'action.

Par ailleurs, la médiation est une priorité du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD) 2014, qui peut financer ce type d'action.

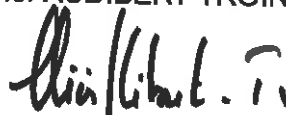
En conséquence, et au vu de l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir autoriser Monsieur le Président à :

- solliciter une subvention au titre du FIPD ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible de financer cette opération ;
- signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 27 février 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président

1er Adjoint au Maire de Draguignan
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.

De décembre 2012 à décembre 2013, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a piloté à titre expérimental l'action de médiation sociale intercommunale en partenariat avec les communes de Lorgues et Draguignan.

En 2011, une première expérimentation de médiation sociale avait été lancée par la commune de Lorgues. Après un an de fonctionnement, une réflexion a été menée sur la médiation sociale à l'échelle intercommunale. L'analyse du dispositif a mis l'accent sur la particularité de la médiation dans un territoire semi-rural. En raison de la concentration des services publics dans certains lieux, la population est amenée à se déplacer sur plusieurs communes pour l'accès aux établissements scolaires, aux commerces, à l'emploi, etc. Dans ce contexte, la médiation sociale doit elle-même être mobile.

Ainsi, en décembre 2012, une équipe intercommunale a été mise en place sur les communes de Draguignan et Lorgues et dans les transports intercommunaux.

La médiation sociale s'inscrit dans une chaîne de réponses en matière de prévention de la délinquance. Elle est complémentaire avec les autres services publics et est inscrite comme démarche prioritaire dans la stratégie nationale de prévention de la délinquance 2014-2017.

L'objectif principal de la démarche est le maintien de la tranquillité publique et du lien social sur les deux communes et dans les transports publics.

Tel que mentionné dans la charte de référence entrée en vigueur en 2009, la médiation sociale est définie comme un "processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne, dans lequel un tiers impartial et indépendant tente à travers l'organisation d'échanges entre les personnes ou les institutions de les aider à améliorer une relation ou de régler un conflit qui les oppose". Elle a un rôle de mise en lien du citoyen vers les institutions mais également des institutions entre elles. Le médiateur, dès lors qu'il ne sait plus gérer une situation avec ses propres outils que sont le dialogue et l'écoute, décidera d'orienter voire d'accompagner vers un autre acteur. La médiation sociale participe à l'élaboration d'un diagnostic territorial et permet d'assurer une veille sociale. Si elle s'adresse à toute la population dans l'espace public, une attention particulière est portée sur les regroupements de personnes causant des nuisances sur l'espace public (nuisances sonores, pollution, agressivité, incivilités) et les personnes en grande précarité.

Le suivi du dispositif s'organise dans des cellules de veille mensuelles regroupant les acteurs locaux concernés, à savoir, les communes membres, la police nationale, la gendarmerie, les services Jeunesse, le conseil général, les polices municipales, l'éducation nationale, etc. L'équipe de médiation sociale doit produire des notes d'ambiance mensuelles. Les indicateurs de suivi et les critères d'évaluation émanent du référentiel national de l'utilité sociale de la médiation CITER (Cohésion sociale, Innovation et apprentissage, Tranquillité publique, contribution Economique, Reconnaissance). Le conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) permet de diffuser les bilans de l'action.

Les territoires d'intervention prioritaires sont :

- Draguignan : centre-ville, gare routière,
- Lorgues : centre-ville, abords de la cité scolaire,
- Communauté d'agglomération : le réseau de transports en commun TED Bus (scolaire et régulier).

Les territoires secondaires sont les suivants :

- Draguignan : zone d'habitat à caractère social, quartier Chabran, parcs et espaces de loisirs publics, abords des établissements scolaires
- Lorgues : zone d'habitat à caractère social, abords des établissements scolaires primaires

Les communes membres concernées mettent à disposition des locaux, lieu ressource pour les médiateurs.